

INTITULE DU POSTE**ADJOINT AU RESPONSABLE DU GROUPE NATIONAL DE CONTROLE, D'APPUI ET DE VEILLE****Répertoire des métiers de la mission ministérielle travail emploi**

Famille professionnelle : Métiers de la réglementation et du contrôle

Emploi-type : Chargé de l'interface avec les services déconcentrés

Code métier : C40**FICHE DESCRIPTIVE D'EMPLOI****Fiche N°
DGT-GNC-2014-24-A**Catégorie : Encadrement supérieur ☐ A ☒ B ☐ C ☐**Cotation, s'il y a lieu :**

Corps et grade : Directeur/directrice du travail

Poste vacant : Oui ☒ Susceptible d'être vacant ☐**Date de mise à jour :
(01-08-2014)**

Date de prise de poste souhaitée : Décembre 2014

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

Direction : Direction générale du travail

Sous-direction : Service Animation du travail

Bureau : Groupe National de contrôle d'appui et de veille.

Sites : ☐ Duquesne (14 avenue Duquesne - PARIS 7^{ème} - Métro : Ecole Militaire – St-François Xavier)
☐ Montparnasse (place des cinq Martyrs du Lycée Buffon - PARIS 14^{ème} – Métro : Gaîté – Montparnasse - Pasteur)
☐ Avenue de France (95 avenue de France – PARIS 13^{ème} – Métro ou RER C : Bibliothèque François Mitterrand)
☒ Javel (39-43, quai André Citroën – PARIS 15^{ème} – Métro : Javel-André Citroën (ligne 10) ou RER C : Javel

Autres (adresse précise du site) :

DESCRIPTION DU BUREAU OU DE LA STRUCTUREMissions de la direction générale:

La Direction Générale du Travail, créée par décret n° 2006-1033 du 22 août 2006 prépare, anime et coordonne la politique du travail afin d'améliorer les relations collectives et individuelles et les conditions de travail dans les entreprises ainsi que la qualité et l'effectivité du droit qui les régit.

Missions du service d'animation territoriale :

Préparer et veiller à la mise en œuvre, par les services déconcentrés, des orientations nationales de la politique du travail - Déterminer, en lien avec les autres services de la direction, la programmation nationale du contrôle, en assurant la coordination et veiller à la cohérence globale de l'action du système d'inspection du travail.

Développer les échanges avec les services des autres départements ministériels en charge de réglementation du travail et avec les services du travail des différents pays européens, notamment dans le cadre du comité des hauts responsables de l'inspection du travail (CHRIT).

Organiser et accompagner l'organisation territoriale des services et valoriser l'action du système d'inspection du travail.

Concevoir et mettre en œuvre les modalités de l'animation du système d'inspection du travail dans le champ des relations du travail et de la santé au travail ainsi que les méthodes et référentiels adaptés à l'action des DIRECCTE.

Assurer une expertise et un appui technique et méthodologique aux services de l'inspection du travail .

Répondre aux questions déontologiques posées par l'action de l'inspection du travail.

Contribuer, en liaison avec la DRH, à assurer l'appui aux agents de contrôle en situation d'urgence.

Apporter une expertise aux services déconcentrés en ce qui concerne les compétences respectives des différents services de contrôle.

Assurer la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information utilisés pour la mise en œuvre de la politique du travail (SITERE – ODR)
Instruire les recours hiérarchiques et contentieux concernant les salariés protégés.

Au sein du service, l'IMTMO est chargée de la direction technique des médecins inspecteurs régionaux du travail (MIRT).

Missions du Groupe national de contrôle, d'appui et de veille:

Le groupe national exerce une fonction de veille, d'appui et de contrôle au niveau national. Il a pour mission d'appuyer l'action de l'inspection du travail de proximité et d'agir à l'égard des situations nationales complexes. Son champ d'intervention est principalement le travail illégal et les entreprises à établissements multiples.

Le groupe national de contrôle, d'appui et de veille :

- Exerce une veille active sur les événements qui se déroulent sur le territoire : exploitations des analyses des données de CAP SITERE et des remontées bimensuelles des services élaborées par le pôle de veille et valorisation, analyses des recours présentés devant le DGT, relations avec les autres administrations nationales (DSS, OCLTI, ACOSS, justice), rencontre les organisations professionnelles et syndicales.. L'exploitation de l'ensemble de cette information permet d'identifier des sujets émergents importants qu'il convient de traiter selon des modalités adaptées.

- Apporte un appui et propose une coordination aux services territoriaux : définition des modalités d'intervention appropriées : prise en charge au niveau territorial, coordination nationale voire intervention en appui des agents du groupe national de contrôle.

- Aide les services territoriaux à l'analyse des constats : caractérisation des infractions, synthèse et coordination des suites en lien avec la justice, mise en relation avec d'autres services administratifs.

- Contrôles à l'initiative du groupe national : en lien avec les unités de contrôle de proximité, les agents du groupe national peuvent intervenir pour mener des investigations sur les sujets d'envergure nationale.

Effectif du bureau (répartition par catégorie) :

1 chef de service et un adjoint

8 agents (directeurs adjoints du travail ou inspecteurs confirmés dans la fonction de contrôle)

DESCRIPTION DU POSTE

Encadrement : Oui ☒ Non ☐

Nombre de personnes à encadrer (répartition par catégorie) :

9 agents (directeurs adjoints du travail ou inspecteurs confirmés dans la fonction de contrôle)

Activités principales :

L'adjoint du responsable du Groupe national de contrôle, d'appui et de veille a pour mission d'assister le responsable dans toutes ces fonctions notamment :

- A la prise de fonction, mettre en place le groupe national, définir les modalités de son organisation, formaliser ses missions et établir ses modalités de fonctionnement en interne comme avec les services territoriaux. Organiser la fonction de veille nécessaire aux missions du groupe en lien avec les autres services de la DGT et avec les services régionaux particulièrement sur les sujets qui ont ou peuvent avoir une dimension nationale. Proposer des outils d'analyse permettant de déterminer les cibles d'action des services centraux comme des services territoriaux ou les adaptations des textes à prévoir, contribuer à la définition de principes d'actions dans les situations complexes.

- Organiser l'appui aux services territoriaux dans leurs enquêtes et analyses de situations complexes: appui juridique sur la caractérisation des infractions, échanges ou mise en relation avec les autres services verbalisateurs au niveau national, relations avec les parquets pour une coordination nationale, coordination des enquêtes territoriales, échanges transnationaux sur un dossier.
- Construire et participer à des actions de formation favorisant la montée en compétence des agents sur le traitement des matières complexes.
- Organiser des contrôles et y participer en lien avec les unités de contrôle concernées sur des dossiers d'envergure nationale, le cas échéant en collaboration avec d'autres services de contrôle.

Activités annexes : Néant

Partenaires institutionnels : OCLTI, Direction de la sécurité sociale, CCMSA, DGDDI, DGCCRF, DGFIP, ACOSS, DNLF, Direction immigration, DACG (justice), ministères des transports et de l'agriculture,

Spécificités du poste / Contraintes : Déplacements France entière

PROFIL SOUHAITE

Compétences requises sur le poste : On se reportera aux compétences attendues dans les fiches des emplois types du répertoire ministériel (à défaut RIME)

Connaissances E : expert / M : maîtrise / A : application / N : notions	Niveau de mise en œuvre			
	E	M	A	N
Connaître les problématiques et les politiques du travail mises en œuvre	X			
Connaître l'environnement administratif et le fonctionnement des DIRECCTE	X			
Maîtriser les mécanismes de lutte contre la fraude en matière de travail illégal	X			
Connaître les règles du code du travail applicables dans les grandes entreprises et les groupes	X			

Savoir-faire E : expert / M : maîtrise / A : application / N : notions	Niveau de mise en œuvre			
	E	M	A	N
Savoir concevoir des actions de contrôle en situation complexe	X			
Savoir animer une équipe	X			
Savoir analyser et faire une synthèse pertinente d'une situation	X			
Savoir utiliser les outils bureautiques et NTIC		X		

E - L'agent doit savoir agir dans un contexte complexe, faire preuve de créativité, trouver de nouvelles fonctions, former d'autres agents et être référent dans le domaine

M - L'agent met en œuvre la compétence de manière régulière, peut corriger et améliorer le processus, conseiller les autres agents, optimiser le résultat

A - L'agent doit savoir effectuer, de manière occasionnelle ou régulière, correctement les activités, sous le contrôle d'un autre agent, et savoir repérer les dysfonctionnements

N - L'agent doit disposer de notions de base, de repères généraux sur l'activité ou le processus (vocabulaire de base, principales tâches, connaissance du processus, global...)

Savoir être nécessaire (il est recommandé de mettre en gras la ou les compétences clés attendues)

Travailler en équipe notamment avec des partenaires extérieurs

Savoir communiquer, sens du relationnel

Faire preuve de discrétion professionnelle

Faire preuve de réactivité

Expérience professionnelle

Expérience professionnelle souhaitée dans le domaine : Contrôle de situations complexes dans de grandes entreprise ou en matière de travail illégal.

FORMATION

Formations prévues dans le cadre de l'adaptation au poste de travail (T1)

1 Formations spécifiques à la lutte contre le travail illégal (INTEFP, DNLF, OCLTI, ACOSS, DGT,...)

2

3

Autres formations utiles au poste

1

Durée d'affectation souhaitée sur le poste : 5 ans

CONTACTS

Yves CALVEZ directeur, adjoint au DGT, responsable du service SAT	Tel : 01 44 38 32 02 yves.calvez@travail.gouv.fr
Philippe DINGEON chef du département DAP à SAT :	Tel : 01 44 38 25 26 philippe.dingeon@travail.gouv.fr
Lionel DE TAILLAC, Responsable du GNCVA	Tel : 01.44.38 28 61 lionel.de-taillac@travail.gouv.fr
Colette COURTOIS, chef du bureau des ressources humaines	Tel : 01 44 38 27 02 colette.courtois@travail.gouv.fr